



Le gouvernement allemand accentue le face à face avec la Turquie

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 25 juillet 2017

[wsws.org](http://www.wsws.org) 24 juillet 2017

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#)

Au cours des derniers jours, les tensions entre l'Allemagne et la Turquie se sont considérablement aggravées. Berlin, en particulier, a adopté une attitude plus agressive.

La semaine dernière, le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, un social-démocrate, a annoncé un réalignement dans la politique du gouvernement à l'égard de la Turquie. « Cela ne peut pas continuer comme ça », a-t-il dit. « Nous ne pouvons pas continuer comme avant. Nous devons maintenant examiner la façon dont nous adaptons notre politique à la Turquie à la lumière de la situation aggravée. »

Le gouvernement allemand a immédiatement posé un point d'interrogation sur les garanties d'État pour les investissements commerciaux allemands en Turquie. « Personne ne peut être encouragé à investir dans un pays s'il n'y a plus de certitude juridique et où même des sociétés totalement respectables sont calomniées comme ayant des liens avec des terroristes », a déclaré Gabriel. Il a ajouté qu'il ne voyait pas « comment nous, en tant que gouvernement fédéral, pouvons continuer à garantir les investissements des entreprises allemandes en Turquie ».

Le ministre des Affaires étrangères a ensuite mis en cause l'aide de l'Union européenne à la Turquie dans sa demande d'adhésion à l'UE, ainsi que des négociations visant à étendre l'union douanière. Cela fait suite à l'annonce d'un avertissement officiel concernant les voyages vers la Turquie. Le site Web du ministère des Affaires étrangères affiche un avis indiquant : « Les gens qui voyagent en Turquie pour des raisons privées ou commerciales sont invités à être plus prudents et il est recommandé qu'ils s'inscrivent à la Liste de prévention des crises aux consulats et à l'ambassade, même pour les séjours de courte durée. »

Gabriel a justifié les mesures en citant « des développements notables en Turquie ». Il a déclaré : « Quiconque renvoie des centaines de milliers de fonctionnaires, de soldats et de juges ; jette des dizaines de milliers de personnes en prison, y compris des députés, des journalistes et des militants des droits de l'homme ; exproprie les possessions de milliers de personnes ; ferme des centaines d'organes de presse ; quiconque accuse à l'emporte-pièce des douzaines d'entreprises allemandes de fournir de l'aide aux terroristes [souhaite clairement] revenir en arrière et supprimer les fondements de l'état de droit si bien établis ces dernières années. »

Qui Gabriel cherche-t-il à impressionner avec sa propagande de droits de l'Homme ? Il est

évident que le président Recep Tayyip Erdogan et son gouvernement conservateur de l'AKP (Parti de la Justice et du développement) sont en train d'établir un régime autoritaire en Turquie. Mais le gouvernement allemand n'est pas bien placé pour donner des leçons à Ankara sur « l'état de droit et la démocratie ». Gabriel n'a pas de problème à traiter des bouchers comme le dictateur militaire égyptien Abdel Fatah al-Sissi, de « président impressionnant ». En outre, le gouvernement allemand n'a pas de scrupules lorsqu'il s'agit d'abroger les droits fondamentaux et d'utiliser une force brutale contre les journalistes et les manifestants, comme en témoigne la répression de la police contre les manifestants lors du récent sommet du G20 à Hambourg.

Si quelqu'un cherche à « revenir en arrière », c'est la classe dirigeante d'Allemagne. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en 2014, le président allemand Joachim Gauck et le gouvernement fédéral ont annoncé que malgré ses crimes commis dans deux guerres mondiales, l'Allemagne devra de nouveau développer une politique étrangère agressive et poursuivre un jeu politique de grandes puissances. Cette politique a été mise en œuvre au Moyen-Orient avec la livraison d'armes à la Peshmerga kurde dans le nord de l'Irak et l'entrée de l'Allemagne dans la guerre syrienne.

Les guerres menées par les puissances impérialistes ont non seulement transformé le Moyen-Orient en une poudrière, mais aussi ont sapé les relations avec l'allié traditionnel de l'Europe dans la région. Ankara est partie prenante de la guerre en Syrie, mais elle y poursuit ses propres intérêts. Les tensions avec les gouvernements occidentaux s'accroissent depuis un certain temps, surtout sur la question kurde et l'approche de la politique étrangère de la Turquie à l'égard de la Russie et la Chine.

Déjà avant le coup d'État turc manqué en juillet 2016, qui avait le soutien silencieux de sections de la classe dirigeante aux États-Unis et en Allemagne, les relations germano-turques étaient entrées en crise. En juin 2016, le *Bundestag* (Parlement fédéral allemand) a adopté une [résolution](#) qualifiant de « génocide » la tuerie en masse pendant la Première Guerre mondiale jusqu'à 1,5 million d'Arméniens dans l'Empire ottoman. Erdogan avait prévenu que l'adoption d'une telle résolution entraînerait des « dommages aux relations diplomatiques, économiques, politiques et militaires entre les deux pays ».

Cette année, le conflit s'est envenimé. Avant le référendum constitutionnel turc en avril, les autorités allemandes ont imposé une [interdiction](#) sur les membres du gouvernement turc de se rendre dans plusieurs villes allemandes. En juin, le Bundestag a décidé, à une large majorité, de transférer des unités de la *Bundeswehr* (armée) de la base aérienne turque d'Incirlik à la base aérienne Muwaffaq Salti en Jordanie. Cela est intervenu après qu'Ankara a interdit aux députés du Bundestag de rendre visite aux soldats allemands en Turquie.

Le gouvernement turc a justifié sa position en accusant l'Allemagne d'abriter des « terroristes » du PKK (Parti des travailleurs kurdes) et du mouvement islamiste Güleniste. Ankara a accusé ce dernier d'avoir joué un rôle central dans le coup d'État manqué de juillet 2016.

En tout, plus de 400 soldats turcs, diplomates et hauts fonctionnaires gouvernementaux soupçonnés par le gouvernement turc de soutiens à la tentative du coup d'État, demandent l'asile en Allemagne. Selon les médias turcs, il s'agit d'officiers d'une « académie militaire renommée d'Ankara » qui figurent parmi les « principaux conspirateurs dans le putsch manqué du 15 juillet ». Les Allemands emprisonnés en Turquie, dont le journaliste Deniz Yücel et le militant des droits de l'Homme Peter Steudtner, sont accusés par la justice

turque de « terrorisme » et d'« espionnage ».

L'emportement provocant de Gabriel a déclenché une réaction violente. Dans un discours à Istanbul, Erdogan a qualifié ses déclarations d'« infondées » et « malveillantes » et a déclaré que l'Allemagne devait « se ressaisir ». Au-delà de la Turquie, les déclarations de Gabriel aggravent les tensions au sein de l'UE et de l'OTAN.

Dans un entretien avec la chaîne *Deutschlandfunk*, le chancelier autrichien Hannes Swoboda a accusé le gouvernement allemand d'incapacité à trouver un accord sur sa position avec la Commission européenne et le Parlement européen. Il fallait « prendre en compte que de nombreux pays ont une relation très différente avec la Turquie », a-t-il déclaré. Il pensait particulièrement à « l'Italie, l'Espagne et certains pays nordiques » qui voient cela « tout à fait différemment ». L'Allemagne devait « prendre soin de représenter une position européenne commune » pour éviter de se retrouver « seule dans la tempête ».

Dans un entretien l'ancien ministre allemand de la Défense, Volker Rühle, membre de l'Union chrétienne-démocrate, a critiqué l'OTAN et a appelé l'alliance militaire à manifester « un peu plus de dureté » envers le gouvernement turc. « Si les plus grandes et les plus importantes nations de l'OTAN - les Allemands, les Anglais, les Français en Europe et les Américains - agissent ensemble là-dessus, je suis sûr que l'on peut réaliser quelque chose avec M. Erdogan. » Cela doit cependant commencer par « le secrétaire général de l'OTAN, qui est beaucoup trop défensif. »

Alors que le gouvernement allemand appuie énergiquement sa nouvelle politique turque, il essaie également d'éviter une rupture complète avec Ankara. À la fin de sa conférence de presse, Gabriel a déclaré que « ses relations avec la Turquie étaient très proches de son cœur ». Le gouvernement allemand était « intéressé à maintenir de bonnes relations de confiance avec le gouvernement turc ». Il a ajouté : « Nous voulons que la Turquie reste une partie de l'Ouest. Mais « Il faut être deux pour danser le tango ! »

Pour plusieurs raisons, la Turquie, en tant que pont central entre l'Europe et les régions riches en ressources du Moyen-Orient, revêt une grande importance pour l'impérialisme allemand. Un document de stratégie actuel de la Société allemande pour les affaires étrangères (DGAP) déclare : « Malgré les nombreux points en litige entre l'Allemagne et la Turquie, le pays reste un partenaire important pour l'Allemagne et l'UE. »

Sur le thème de la « politique de sécurité », le document met en garde contre « un nouvel éloignement de la Turquie de l'UE ». Cela « risque de nuire à l'OTAN et de pousser la Turquie dans les bras de la Russie dans le domaine de la politique de sécurité et de devenir de plus en plus active contre les intérêts allemands et européens. » En outre, dans la fermeture des frontières de l'Europe contre les réfugiés des zones de guerre au Moyen-Orient et en Afghanistan, « la Turquie, en tant que pays de transit sur les frontières extérieures de l'UE, revêt une importance cruciale. »

Un autre « intérêt vital de l'Allemagne », selon le document de la DGAP, est la coopération économique avec la Turquie. L'année dernière, le volume du commerce bilatéral s'élevait à 37,3 milliards d'euros, dont 21,9 milliards sont attribuables aux exportations allemandes vers la Turquie. L'Allemagne est le deuxième investisseur de taille en Turquie au sein de l'Union européenne. « En outre, la Turquie est importante en tant que pays de transit pour l'approvisionnement énergétique européen du Moyen-Orient et de la région Caspienne. »

Article paru en anglais, WSWWS, le 24 juillet 2017

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Johannes Stern, wsws.org, 2017

Articles Par : Johannes Stern

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca